

COLLECTIF ANARCHISTE DE GRENOBLE

POUR UN 1^{ER} MAI DE LUTTE

Impulsée par les anarchistes, dont certains seront exécutés, la grève générale du 1er mai 1886 aux Etats-Unis impose la journée de travail de 8h. Elle deviendra, dès le 1er mai 1890 « la journée internationale des travailleur-e-s ».

Inscrit dans l'histoire du mouvement ouvrier, le 1er mai est donc avant tout une journée de :

- lutte des classes, d'union et de solidarité de tous ceux qui, dans le monde, combattent le capitalisme.

- revendications révolutionnaires face au patronat et à l'État.

Pour réaffirmer nos luttes sociales contre :

- la loi Macron
- l'état d'urgence
- la loi El Khomri
- la réforme de l'assurance chômage
- la chasse aux sans-papiers et aux réfugiés
- la stigmatisation des classes les plus pauvres, le racisme, les discriminations de tout ordre.

Aujourd'hui, cependant, les temps ont changé. Le récent mouvement social, impulsé notamment en réaction au projet de loi délétaire « El Khomri », a perdu bien de sa vitalité et de sa combattivité, ainsi que de la solidarité de classe entre travailleur-es, ouvrier-e-s, précaires, chômeur-euse-s, étudiant-e-s, etc., nécessaire à toute avancée sociale.

Et c'est bien normal ! En effet, depuis des années l'État, le patronat, toutes les structures du système politique et économique cherchent par tous les moyens à nous isoler les uns des autres autant que de nous-mêmes, à supprimer tout ce qu'il y a de commun entre nous, à nous séparer et nous diviser afin de nous enlever toute possibilité d'action, tout puissance d'agir et de contrôle sur nos existences, en somme à nous rendre apathiques, bêtes et discipliné-e-s, à faire de nous des spectateurs de notre propre vie, des marionnettes privées de tout courage et de toute énergie.

C'est pourquoi le 1er mai doit aussi être le moment de communiquer un souffle nouveau à la mobilisation, lancer des modes d'organisation collectifs différents, par la base pour construire la grève générale expropriatrice et autogestionnaire. L'effondrement de l'appareil d'état sera le point de départ du processus révolutionnaire, qui nous permettra de préparer la société à venir.

Celle/celui qui se bat peut perdre, mais celle/celui qui ne se bat pas a déjà perdu.



Vous pouvez rencontrer les membres du collectif pendant les réunions de la Bibliothèque Sociale Anarchiste tous les jeudis de 18h-19h au

- 102, rue d'Alembert 38000 Grenoble •

cag@riseup.net

SOUTIEN AUX GRÉVISTES ET À TOUTES CELLES ET TOUS CEUX QUI LUTTENT À MAYOTTE :

*Depuis le 30 mars et pendant deux semaines, les habitants de l'île de Mayotte, vendue puis annexée à la France en tant que « département d'outre-mer », ont lancé **un vaste mouvement de grève reconductible et illimitée**, afin de faire valoir des droits sociaux jusqu-là largement désavoués. Cela s'est fait dans la continuité de la mobilisation commencée en novembre 2015, suspendue à cause de la répression de l'état d'urgence.*

Blocages des établissements publics, en particulier les écoles où élèves et professeur-e-s se sont uni-e-s face à la répression policière, occupations des lieux de pouvoir tels que la mairie, et surtout des barrages routiers aux points stratégiques, ont permis de paralyser l'économie – et de faire prendre conscience aux gouvernant-e-s qu'il suffit en réalité de bien peu de choses pour faire tomber leur domination.

Car ce à quoi appellent les Mahorai-se-s, c'est la fin de l'état d'ancienne colonie, de ce régime d'exception, d'asservissement, de précarisation économique et sociale qui les asphyxie. C'est l'alignement des prestations sociales sur celles de la France métropolitaine, l'application immédiate et intégrale du Code du Travail ainsi que des Conventions collectives de branches à Mayotte et l'abandon du projet de loi El Khomri.

Seulement il n'est pas d'égalité réelle avec l'exploiteur. Seule alternative : la victoire ou la résignation. Les Mahorais sont bien placés pour le savoir, c'est bien pourquoi ils ont entrepris de telles actions, déterminés à continuer la lutte jusqu'à satisfaction.

À cela, comme à chaque fois que son autorité est défiée, son pouvoir menacé, **le gouvernement a répondu par la force, allant jusqu'à des tirs à balles réelles et l'envoi de véhicules militaires depuis la métropole** (ce qui n'est pas sans rappeler les fusillades d'ouvriers grévistes dans les années 1880 aux Etats-Unis ou 1930 en Espagne, auxquels le 1er mai fait aussi écho).

Le tout dans l'indifférence générale.

Seulement c'est souvent dans les silences que les colères grondent et grandissent : les gens

peuvent ne rien dire pendant des années et puis...il suffit d'une étincelle. C'est ce que les gouvernant-e-s en métropole – et leurs adjuvant-e-s à Mayotte – ont un peu oublié quand ils ont essayé d'étouffer ce début de révolte. C'est que cela peut reprendre à tout moment.

Alors, face au mépris affiché du gouvernement vis-à-vis de la situation de Mayotte, à la machine militaire d'Etat qui aujourd'hui comme hier sort les blindés pour se maintenir, intimider et faire taire les exploité-e-s, nous appelons à :

-La solidarité avec ce mouvement tout au long de la lutte.et à soutenir toutes actions permettant de l'accompagner.

-La fin de la censure exercée par l'État et les médias et du musellement de toute parole contestataire.

- La fin de l'état d'urgence prétexte à réduire nos libertés et instrument d'une répression aggravée.

Puisque l'État n'a rien d'autre à donner au peuple (qui lui permet de se maintenir) que l'odeur du souffre et le goût de la souffrance, **nous appelons à sa dissolution, à sa destruction pure et simple, à l'indépendance et la liberté rendues à toutes celles et tous ceux qui la réclament de droit.**

L'émancipation des travailleur-euse-s et de tou-te-s les exploité-e-s sera l'œuvre des exploité-e-s elles/eux-mêmes, par la destruction de toute condition d'exploitation et de domination, ou ne sera pas.